

Nations Unies
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels

DEUXIÈME COMMISSION, 1122^e
SÉANCE

Lundi 16 octobre 1967,
à 15 h 20



NEW YORK

SOMMAIRE

Point 39 de l'ordre du jour:

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel: rapport du Conseil du développement industriel (suite) 79

Président: M. Jorge Pablo FERNANDINI
(Pérou).

POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel: rapport du Conseil du développement industriel (suite) [A/6703, chap. IX; A/6715/Rev.1, A/6800, A/6808]

1. Le PRÉSIDENT invite la Commission à prendre une décision définitive quant au lieu où devra se tenir le Colloque international sur le développement industriel.

2. M. VARELA (Panama) rappelle que, bien que l'Assemblée générale, par sa résolution 2178 (XXI), ait marqué son accord pour que le Colloque se tienne à Athènes, certains doutes sur l'opportunité de cet endroit ont cependant été exprimés à la quarante-troisième session du Conseil économique et social; c'est pourquoi le Conseil a prié l'Assemblée générale d'examiner, tôt au cours de sa vingt-deuxième session, les renseignements supplémentaires que le Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) pourrait fournir sur l'état des préparatifs pour le Colloque, en vue d'en assurer le succès. Ces renseignements supplémentaires figurent dans la note remise par le Directeur exécutif (A/6808) dont le paragraphe 13 indique que les moyens matériels que le gouvernement hôte doit fournir sont suffisants et doivent permettre au Colloque de se tenir comme prévu, dans des conditions satisfaisantes. La situation paraît donc parfaitement claire et la Commission est en mesure de prendre une décision définitive.

3. En conséquence, la délégation panaméenne tient à présenter trois propositions formelles: premièrement, de clore le débat sur la question; deuxièmement, d'inviter la Commission à prendre connaissance de la note du Directeur exécutif (A/6808), qui a déclaré que le Colloque pourrait se tenir comme prévu, dans des conditions satisfaisantes; enfin, de faire en sorte que le rapport de la Commission à l'Assemblée générale indique bien qu'au moins une délégation — celle du Panama — a exprimé l'espoir que tous les pays industrialisés seraient représentés au Colloque, afin d'en assurer le succès et d'accélérer ainsi l'industrialisation des pays en voie de développement.

4. M. ZAKHAROV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que la position de la délégation soviétique a été parfaitement précisée à la première session du Conseil du développement industriel, à la quarante-troisième session du Conseil économique et social ainsi qu'à la 1117^e séance de la Deuxième Commission. Cette position est que, si le Colloque se tenait en Grèce, l'Union soviétique n'y participerait pas. Il ressort clairement des discussions officielles et officieuses qui ont eu lieu que le Colloque ne pourrait atteindre ses objectifs à moins que l'on ne crée des conditions favorables à une participation aussi large que possible des pays industrialisés. La délégation soviétique s'associe de tout cœur aux efforts déployés par les pays en voie de développement pour réaliser de telles conditions; malheureusement ces efforts n'ont pas abouti, certaines délégations ayant donné une interprétation équivoque, voire erronée de la position de la délégation soviétique.

5. Il est essentiel que le Colloque, qui est la première entreprise internationale d'envergure de l'ONUDI, soit couronné de succès, et c'est à juste titre que le Directeur exécutif de l'ONUDI a exprimé le souci de le voir atteindre ses objectifs. La délégation soviétique ne peut appuyer la proposition panaméenne demandant à la Commission de prendre connaissance de la note du Directeur exécutif, car il est clair que le Colloque ne saurait être couronné de succès sans la participation du pays qui se classe deuxième pour la production industrielle mondiale ainsi que de plusieurs autres pays industrialisés importants. La délégation soviétique désire que sa position soit mentionnée de façon complète et objective dans le rapport de la Commission à l'Assemblée.

6. Le PRÉSIDENT déclare qu'en l'absence d'objection il suppose que la Commission consent à accepter la proposition panaméenne de clore le débat et à accéder à la demande de l'Union soviétique tendant à faire consigner le point de vue de ce pays dans le rapport de la Commission.

Il en est ainsi décidé.

7. M. MUZIK (Tchécoslovaquie) tient à réaffirmer la position de sa délégation, exprimée au cours de la 1117^e séance, quant au lieu choisi pour le Colloque et demande que cette position soit mentionnée dans le rapport de la Commission.

8. M. CHADHA (Inde) [Rapporteur] fait remarquer qu'il serait contraire à la pratique établie d'inclure les opinions de délégations individuelles dans le rapport de la Commission. C'est à la Commission qu'il appartient de décider si elle peut accéder aux demandes des délégations soviétique et tchécoslovaque.

9. M. CHAMMAS (Liban) rappelle que d'ordinaire on mentionne dans le rapport les opinions de délégations individuelles si ces opinions présentent une importance politique. Le Comité devrait donc accéder aux demandes des délégations soviétique et tchécoslovaque.

10. Outre les renseignements fournis par le Directeur exécutif de l'ONUDI dans sa note (A/6808), on trouve des indications très importantes sur le choix d'Athènes comme lieu de réunion du Colloque au chapitre VI du rapport du Conseil du développement industriel (A/6715/Rev.1). M. Chammas propose donc que la Commission décide d'inclure dans son rapport la phrase suivante:

"La Deuxième Commission prend note du chapitre VI du rapport du Conseil du développement industriel (A/6715/Rev.1) ainsi que de la note du Directeur exécutif de l'ONUDI concernant le Colloque international sur le développement industriel (A/6808)."

11. M. VARELA (Panama) déclare que sa délégation n'a aucune objection au texte proposé. Les pays industrialisés qui ont déclaré qu'ils ne participeraient pas au Colloque s'il se tenait à Athènes ont entièrement raison de demander que le rapport fasse état de leurs points de vue, bien que l'usage interdise de mentionner nommément des délégations. Toutefois, le rapport devrait aussi rappeler l'espoir exprimé par la délégation panaméenne de voir représentés tous les pays industrialisés.

12. M. BILLNER (Suède) déclare que sa délégation a participé activement à la préparation du Colloque, qui occupera une place considérable parmi les efforts déployés par les Nations Unies pour accélérer l'industrialisation des pays en voie de développement. Le Gouvernement suédois n'est pas certain de pouvoir envoyer une délégation à Athènes, mais ne propose aucun changement du lieu car il reconnaît l'importance qu'attachent au Colloque les pays en voie de développement, dont la majorité n'était pas favorable à un tel changement.

13. M. ZAKHAROV (Union des Républiques socialistes soviétiques) précise que les vues de tel ou tel gouvernement sont parfois mentionnées dans les rapports de la Commission. La délégation soviétique voudrait que sa position soit exprimée expressément et non enrobée dans une formule comme "plusieurs délégations ont exprimé l'opinion...". La dernière phrase de la note du Directeur exécutif de l'ONUDI (A/6808, par. 13) représente les conclusions d'une

seule personne, et la Commission ne peut faire état de cette phrase même si elle désire prendre note du rapport dans sa totalité. Le simple fait de fournir des locaux convenables n'est pas suffisant pour constituer des "conditions satisfaisantes"; en réalité, les conditions régnant en Grèce ne sont pas du tout satisfaisantes, comme la délégation soviétique l'a déjà fait ressortir.

14. M. PIÑERA (Chili) déclare que sa délégation reconnaît les réserves exprimées par les représentants de l'URSS, de la Tchécoslovaquie et de la Suède, mais espère néanmoins que tous les pays industrialisés pourront participer au Colloque. En exprimant cet espoir, il croit parler au nom de la vaste majorité des pays en voie de développement, qui attachent le plus grand prix à une représentation aussi complète que possible des pays industrialisés. Le Chili ne s'oppose pas à ce que la position de telle ou telle délégation soit expressément mentionnée dans le rapport.

15. M. BRADLEY (Argentine) partage entièrement l'avis du représentant du Chili.

16. Le PRÉSIDENT déclare qu'en l'absence d'objection il considérera que la Commission désire adopter le texte proposé par le représentant du Liban et accéder aux demandes de certaines délégations de faire mentionner leur position dans le rapport de la Commission.

Il en est ainsi décidé.

17. M. SZABLEWSKI (Pologne) déclare que sa délégation maintient la position qu'elle a précisée à la 1120ème séance et demande qu'il en soit fait état dans le rapport.

18. M. HOUTON (Dahomey) déclare que la position de sa délégation reste inchangée. Le Dahomey a voté en faveur d'Athènes comme lieu de réunion pour le Colloque, mais si l'on reste dans l'impasse actuelle et si le succès du Colloque risque d'être compromis, la délégation du Dahomey pourrait accepter un autre endroit.

19. M. BAKONYI-SEBESTYEN (Hongrie), M. MARDOVITCH (République socialiste soviétique de Biélorussie) et M. BOIKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) réaffirment les positions que leurs délégations ont exprimées au cours de la 1120ème séance, et demandent que ces positions soient consignées dans le rapport.

La séance est levée à 16 h 15.